

JEAN-PIERRE DOZON. LES CLEFS DE LA CRISE IVOIRIENNE

Denis Cogneau

De Boeck Supérieur | « Afrique contemporaine »

2013/1 n° 245 | pages 141 à 143

ISSN 0002-0478

ISBN 9782804180270

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2013-1-page-141.htm>

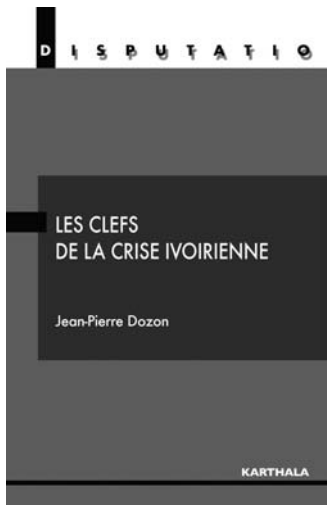
Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

© De Boeck Supérieur. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Jean-Pierre Dozon

Les Clefs de la crise ivoirienne¹⁴



Cet ouvrage a été rédigé juste après l'élection présidentielle contestée de novembre 2010 en Côte d'Ivoire, l'arrestation de Laurent Gbagbo et l'installation au pouvoir de son challenger au second tour Alassane Ouattara.

La première moitié du livre retrace la période entre la première élection présidentielle pluraliste de 1990 et celle de 2010. L'élection de 1990 vit s'affronter Félix Houphouët-Boigny, père fondateur et président depuis 1960, et le même Laurent Gbagbo, déjà opposant de longue date. Après le décès d'Houphouët-Boigny, fin 1993, une guerre de succession s'instaura entre quatre prétendants, Henri Konan Bédié, Robert Gueï, Laurent Gbagbo

et Alassane Ouattara, et les trois élections qui suivirent furent toutes contestées¹⁵. Cette partie du livre constitue tout à la fois un bon résumé des deux dernières décennies et une bonne introduction aux grands faits de structure de la société : « L'économie de plantation, l'école, les classes moyennes, l'emploi public, le cosmopolitisme, etc. ».

Elle insiste aussi sur trois dimensions de la crise : la montée du thème de l'« ivoirité » et de la xénophobie bien sûr, dont l'inévitabilité de Ouattara fut l'un des aspects ; la banalisation des thèmes diaboliques, sur fond de conflit des religiosités, avec notamment la montée des Églises néo-pentecôtistes dont Gbagbo et son épouse devinrent des adeptes ; enfin ce que l'auteur appelle la « brutalisation » de la société : l'insécurité physique, mais aussi une contre-culture estudiantine violente, et enfin les outrances d'une presse démocratisée mais trop peu qualifiée.

Jean-Pierre Dozon décrit enfin la forme de « populisme » qui s'est révélé dans le gouvernement de Laurent Gbagbo à partir de 2000 et qui a débouché sur la partition Nord-Sud du pays tout d'abord, puis la crise de 2010. Gbagbo a intégré les thèmes de l'« ivoirité » et de l'autochtonie dans sa propre redéfinition messianique d'un patriotisme ivoirien devant se défendre contre les ingérences extérieures, notamment celles de la France ou du Burkina Faso, et contre des ennemis intérieurs, étrangers ou alliés de l'étranger.

La seconde moitié du livre, intitulée « Les expériences du passé », effectue un flash-back sur la violence politique qui ponctua la période coloniale et

14. Karthala, 2011.

15. Pendant le même temps, le Ghana voisin, qui avait vécu en crise

quasi-permanente dans les trois premières décennies de son existence, quatre élections de 2000 à

2012 donnèrent lieu à deux « alternances » pacifiques.

puis sur les trente glorieuses du « miracle ivoirien » (1960-1989). L'argument est que les succès économiques et le charisme du père de la nation avaient pu faire oublier les divisions et les blessures créées pendant ces deux périodes, mais que la crise économique des années 1990 a provoqué un retour du refoulé. C'est là que se trouve la thèse essentielle du livre, centrée autour du thème du « ressentiment », dans l'esprit de l'historien Marc Ferro, autrement dit des blessures symboliques mal cicatrisées qui prédisposent à l'éternel retour de la violence. Il est bien sûr rappelé que la présence d'une forte population d'origine burkinabé et malienne – plus d'un cinquième de la population – trouve ses sources dans les politiques coloniales, puis houphouëtienne, d'immigration vers les plantations du Sud.

Cependant l'auteur attire l'attention vers la mémoire collective d'un « peuple » du Grand Ouest forestier, rassemblé sous l'ethnonyme « bété » depuis la colonisation. Sur la base de l'hostilité particulière que ces populations opposèrent à la domination française, l'ethnoracialisme du colonisateur étiqueta d'entrée de jeu ce peuple comme « fourbe », « paresseux », « turbulent et querelleur ». Ensuite la « collaboration » entre le colonisateur et les bourgeoisies ou aristocraties agni et baoulé déboucha sur l'exclusion relative des bété de l'économie de plantation indigène qui allait faire de la Côte d'Ivoire le pays le plus riche de l'Afrique francophone. Au tournant de l'indépendance, la consolidation du pouvoir d'Houphouët-Boigny fit surgir une autre division de la société politique ivoirienne, puisqu'elle signifia la perte d'influence des royautés agni de l'Est, dont la tentative de sécession du Sanwi, violemment réprimée, constitua une des manifestations. En même temps, Houphouët-Boigny eut aussi à affronter et à défaire l'opposition de Dignan Bailly, leader bété défenseur des petits planteurs de l'Ouest, aux élections de 1957 consécutives à la loi-cadre, élections déjà violemment contestées. Plus tard, en 1970, il écrasa dans le sang le mouvement autonomiste de l'« Éburnie » de Gnagbé Kragbé, relevant de la même « conscience malheureuse » bété.

Ainsi, tandis que le pouvoir houphouëtien s'établit sur la base d'une alliance entre la bourgeoisie cacaoyère baoulé et les élites nordistes de Korhogho et d'Odienné, se constitua un axe Sud-Est/Sud-Ouest du ressentiment autochtone, mobilisant les peuples bété et agni. Après la mort d'Houphouët-Boigny, et dans un contexte de crise économique sévère, l'alliance houphouëtienne fut remise en question par la concurrence entre Konan Bédié et Ouattara, et le recours aux thèmes de l'ivoirité et de l'autochtonie par le premier s'interprète comme une tentative infructueuse d'activer une alliance des Sud. La cartographie des élections de 2010 témoigne au contraire d'un retour à une bipolarisation entre un rassemblement houphouëtien (alliance Bédié/Ouattara) opposé à un axe Sud-Est/Sud-Ouest.

En conclusion, Jean-Pierre Dozon souligne qu'une véritable réconciliation nationale devra prendre en compte les doléances de cet axe des autochtones, notamment à travers des compromis sur l'allocation des terres, si l'on veut éviter que la violence du ressentiment s'enflamme à nouveau. En contrepartie,

une révision du code de la nationalité ivoirienne, et une plus forte intégration avec le Burkina Faso et le Mali voisins, devront permettre à la Côte d'Ivoire de retrouver le statut de pays d'immigration accueillant qui a fait son succès.

Rédigé par un spécialiste de la société bété et un fin connaisseur de la Côte d'Ivoire, cet ouvrage fournit comme annoncé des clés de compréhension de la crise en l'inscrivant dans la longue durée. On peut toutefois regretter que l'économie politique d'un anthropologue fasse si peu de place à l'économie, comme sans doute celle d'un économiste ferait trop peu de place au symbolique¹⁶. Le système houphouëtien reposait non seulement sur des alliances politiques mais aussi sur des ressources étatiques en expansion. Les emplois publics et investissements d'infrastructure étaient dosés régionalement afin de ménager les équilibres géopolitiques¹⁷. Ainsi, les enquêtes disponibles ne relèvent aucune discrimination dans l'accès aux emplois de fonctionnaire contre les groupes krou ou bété ; plutôt que l'Ouest, c'est le Nord qui se distingue par un moindre accès à l'école ou à l'électricité, comme d'ailleurs auparavant dans les investissements coloniaux¹⁸. Sous l'ajustement structurel, la cure d'amaigrissement drastique de l'État bouleversa la capacité de préserver ces équilibres, et la baisse des revenus et des emplois urbains durcit la compétition pour l'accès aux revenus fonciers. La Côte d'Ivoire n'est pas le seul pays en Afrique où la crise des ressources étatiques et le passage au multipartisme se sont combinés pour engendrer une ethnicisation accrue du jeu politique, et la mobilisation des ressentiments historiques qui lui est liée.

Jean-Pierre Dozon ne fait pas de ces ressentiments un moteur mécanique, et prévient bien que les choses auraient pu tourner autrement, notamment si les acteurs politiques en question avaient montré plus de responsabilité. Cette crise fut aussi celle d'une certaine économie politique houphouëtienne, dont il est possible de penser qu'elle ne pouvait perdurer à l'identique, suite à l'épuisement des rentes sur lesquelles elle était fondée, avec notamment la fin du front pionnier cacaoyer. Comme au Ghana voisin, de nouvelles rentes minières et pétrolières sont venues s'ajouter récemment, offrant d'autres marges de manœuvre. Comme le propose Jean-Pierre Dozon en conclusion, l'histoire de la Côte d'Ivoire s'ouvre en tout cas sur une période nouvelle, sur laquelle les leçons du passé ne peuvent manquer de peser d'une manière ou d'une autre.

Denis Cogneau¹⁹

16. Le numéro spécial d'*Afrique contemporaine* consacré en 2003 à la Côte d'Ivoire, et dirigé par Sandrine Mesplé-Somps, François Roubaud et Denis Cogneau, fait une place plus importante aux questions économiques, mais pas seulement. Voir *Afrique contemporaine*, n° 206, 2003.

17. Boone, C. (2007), "Africa's New Territorial Politics. Regionalism and the Open Economy in Côte d'Ivoire", *African Studies Review*, vol. L, n° 1, p. 59-81.

18. Calculs personnels de Denis Cogneau à partir des enquêtes représentatives auprès des ménages 1988, 1993 et 2002.

19. Directeur de recherche à l'IRD, professeur associé à l'École d'économie de Paris, chercheur associé à DIAL. Auteur notamment de *L'Afrique des inégalités : où conduit l'histoire* (Rue d'ULM, 2007).